



Les organisations syndicales CFDT CGT FO FSU Solidaires UNSA de la Fonction publique en Isère réaffirment leur attachement aux valeurs du service public et à une Fonction publique au service de toutes et tous, porteuse du principe d'égalité et de l'intérêt général.

Depuis de nombreux mois, en dépit de leurs revendications et propositions, elles constatent que le gouvernement poursuit une politique néfaste pour la population, pour les missions publiques et **pour les agent.e.s.**

Ce gouvernement pratique le double langage

Dans les discours :

Moderniser la Fonction publique...
Respecter les agent.e.s...

Dans les faits :

Suppression de postes.
Affaiblissement des droits
Pas de valorisation et salaire au " mérite "

Les personnels, avec leurs organisations syndicales, exigent :

- **le retrait du projet de loi dit de *transformation de la fonction publique*.**
- le dégel de la valeur du point d'indice et une augmentation des salaires et des pensions permettant le **rattrapage du pouvoir d'achat**,
- la suppression du jour de carence, des créations de postes au lieu des 120 000 nouvelles suppressions d'emplois envisagées,
- l'arrêt du recours à la précarité et **une titularisation massive des personnels précaires**,
- maintien du code des pensions civiles et militaires de retraite, et de la CNRACL, maintien du calcul de la retraite sur les 6 derniers mois.

Nous nous élevons contre :

- **la mise en place d'une instance unique en lieu et place des comités techniques et CHSCT**, instance qui va diluer et amoindrir les actions dans des domaines essentiels de la sécurité et de la vie au travail.
- **la suppression des compétences des CAP en matière de promotion et de mobilité**, mesure qui va favoriser une gestion opaque et priver les personnels de recours contre l'arbitraire.
- **le recours accru à tous les niveaux au contrat précaires**, c'est l'égalité d'accès aux emplois publics et les garanties de neutralité de l'agent public qui sont menacées.

Les organisations CFDT CGT FO FSU Solidaires UNSA de l'Isère réaffirment leur volonté de mettre en œuvre un processus de mobilisation inscrit dans la durée pour exiger du gouvernement qu'il retire ce projet de loi et qu'il ouvre enfin des négociations sur de nouvelles bases.

C'est pourquoi l'intersyndicale fonction publique de l'Isère a décidé d'appeler à la
grève jeudi 9 mai 2019 et à manifester

à Grenoble place Verdun à 14 h